

5 POUR questions COMPRENDRE



LA COLÈRE DES AGRICULTEURS



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

Introduction

Depuis mi-janvier, de nombreux agriculteurs manifestent leur colère et leur désarroi dans plusieurs régions françaises et dans plusieurs pays européens. Dans ce contexte de crise, certains n'hésitent pas à pointer les normes environnementales françaises et européennes comme source principale du malaise agricole.

Face au déluge d'informations, il nous semble indispensable d'éclairer le débat : les normes environnementales vont-elles à l'encontre des intérêts économiques des agriculteurs, ou au contraire, peuvent-elles améliorer leur situation ? Pourquoi les agriculteurs n'arrivent-ils pas à se rémunérer correctement, et ce, alors que les prix de l'alimentation explosent ? Quelles solutions pour lier revenus dignes, compétitivité et préservation de l'environnement ?

C'est à toutes ces questions que nous répondons dans ce décryptage.

Bonne lecture !



Sommaire

- 1.** Les normes environnementales sont-elles au cœur des problèmes des agriculteurs ?
- 2.** Pourquoi les revenus sont le nerf de la guerre ?
- 3.** Pourquoi les agriculteurs ne s'en sortent pas, alors que le prix de l'alimentation a explosé ?
- 4.** Pourquoi la transition agricole peut être une véritable chance pour les agriculteurs ?
- 5.** Quelles solutions pour lier revenus dignes pour les agriculteurs et protection de la planète ?

Les normes environnementales sont-elles au cœur des problèmes des agriculteurs ?

Non, si elles sont souvent pointées du doigt, elles ne sont pourtant pas la principale source de la détresse économique des agriculteurs.

Pour bien comprendre pourquoi, il faut savoir que :

- **Le mouvement de contestation français n'a pas été déclenché par une nouvelle politique publique environnementale**, comme c'est le cas aux Pays-Bas ou en Allemagne. D'ailleurs, les positions européennes et françaises sur le glyphosate, notamment, vont plutôt dans le sens d'un recul des exigences sur ce sujet ! Pour rappel, lors du vote sur la réautorisation du glyphosate en Europe en novembre dernier, la France n'a pas voté contre, alors qu'elle promet depuis 2017 l'interdiction de ce pesticide néfaste à tous les niveaux.
- **Le Pacte Vert européen et son volet agricole (la Stratégie de la ferme à la table) peinent à être mis en œuvre** depuis plusieurs mois et plusieurs règlements sont au point mort législatif, notamment sur le bien-être animal ou l'usage des pesticides. C'est pourtant un texte phare lancé par la Commission européenne pour enclencher la transition agroécologique, nécessaire pour la planète, pour les agriculteurs et pour notre avenir.
- **Malgré un nouveau cycle de la Politique Agricole Commune (PAC) européenne (lancé en 2023), les dispositions environnementales restent encore maigres et ont déjà subi plusieurs dérogations.** À titre d'exemple, la nouvelle PAC prévoit que pour recevoir des subventions publiques, chaque exploitation doit consacrer 4 % de terres arables à des infrastructures agroécologiques (haies, bosquets, marais, fossés, mares, arbres) ou à des jachères¹. Cependant, suite à la guerre en Ukraine, la FNSEA² et les lobbys de l'agro-industrie ont demandé une dérogation de deux ans pour pouvoir les cultiver. Aujourd'hui, cette dérogation arrive à sa fin et certains voudraient la prolonger sous-prétexte qu'elles mettent en danger notre souveraineté alimentaire. Mais ne nous trompons pas de débat : elles représentent moins de 1 % de la surface agricole française et elles sont la plupart du temps peu productives !

Pour que les agriculteurs vivent dignement de leur métier et puissent s'engager massivement dans la transition, recentrer le débat sur les causes profondes de cette crise est essentiel ! Quelles sont ces causes ? Nous allons le voir dans le point suivant.

¹ - Des terres laissées en repos pour permettre au sol de se régénérer et de préserver la biodiversité

² - Syndicat agricole majoritaire

Pourquoi les revenus sont le nerf de la guerre ?

En 2018, 10 % des agriculteurs touchaient moins de 800 euros par mois³. Pourquoi les agriculteurs n'arrivent pas à se rémunérer correctement ?

- **Une augmentation des coûts de production de plus de 30 % ces trois dernières années.** Cette hausse des coûts est liée à la hausse du prix de l'énergie, des engrais de synthèse, des phytosanitaires, du pétrole, dont l'agriculture conventionnelle dépend fortement.
- **Un partage de la valeur inéquitable** dans les filières agricoles : sur une brique de lait, par exemple, la part reçue par un éleveur a baissé de 4 % en 20 ans, alors que celle des entreprises agroalimentaires a augmenté de 64 % et celle de la grande distribution de 188 %⁴.
- **Les conséquences du changement climatique,** qui se traduisent directement en perte de revenus : sécheresses qui pénalisent fortement les prairies et cultures, la maladie hémorragique épizootique, les inondations, etc.
- **Les accords de libre-échange,** négociés parfois depuis plusieurs dizaines d'années, mettent sous pression les agriculteurs du fait d'une concurrence déloyale, en particulier quand ils sont signés avec des pays ne respectant pas les mêmes normes environnementales, sanitaires et sociales que nous. Ces accords accentuent l'incompréhension et le désarroi dans le milieu agricole.



3 - INSEE. (2021). Le niveau de vie des ménages agricoles est plus faible dans les territoires d'élevage.

4 - Fondation pour la Nature et l'Homme. (2023). Filière laitière : mieux répartir la valeur pour assurer un élevage durable en France.



Zoom sur l'accord de commerce UE- Mercosur : un accord « viande contre voitures »

Les négociations de l'accord de commerce entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) ont commencé il y a plus de 15 ans... C'est un accord du monde d'hier ! Et pourtant, la Commission européenne est en train de faire pression pour le ratifier dans les semaines à venir.

Le problème ? Il faciliterait l'entrée sur le marché européen de maïs brésilien (OGM, cultivé avec des néonicotinoïdes interdits en Europe), ou encore de tonnes de viande de bœuf brésilienne bon marché, produite dans des exploitations intensives appelées « feedlots », où les bêtes sont dopées aux antibiotiques promoteurs de croissance interdits en Europe. Face à cette concurrence déloyale, les éleveurs français sont en colère et on les comprend ! La Fondation se mobilise donc depuis des années pour que la France s'oppose à la ratification de cet accord climaticide et néfaste pour les agriculteurs européens !

3.

Pourquoi les agriculteurs ne s'en sortent pas, alors que le prix de l'alimentation a explosé ?

A cause d'une répartition inégale de la valeur dans la filière, qui dessert les agriculteurs.

Les prix alimentaires sont en hausse constante depuis 2021, avec des niveaux inédits atteints au printemps 2023 (16 % d'inflation alimentaire sur un an !). Mais à qui a vraiment profité cette inflation ?

Prenons un exemple sur un mécanisme courant en période d'inflation, tiré de notre récente étude sur la filière laitière⁵. Les résultats sont édifiants : sur le beurre entre 2016 et 2020, alors que son prix a enregistré une hausse de 34 %, l'industrie agroalimentaire a vu ses marges augmenter de 80 %, celle de la GMS de 32 %, tandis que celle des éleveurs a enregistré un tout petit +11 %.

Plus récemment, les bénéfices des acteurs de l'aval ont augmenté de 61% entre 2018 et 2021, alors que les revenus des éleveurs ont quant à eux peu évolué.

Pourquoi ? L'industrie agroalimentaire et la grande distribution sont organisées presque en oligopole. A titre d'exemple, dans la filière laitière, **trois entreprises de l'industrie agroalimentaire** se partagent entre la moitié et les trois quarts du marché de chaque produit laitier et **5 distributeurs possédaient 82 % de part de marché en moyenne sur tous les produits alimentaires en 2023**. Les 71 000 exploitations laitières ont donc un faible pouvoir de négociation face à ces acteurs concentrés et ils n'ont donc pratiquement pas de marges de négociation sur le prix de vente de leur lait.

5 - Fondation pour la Nature et l'Homme. (2023). Filière laitière : mieux répartir la valeur pour assurer un élevage durable en France

FILIÈRE LAITIÈRE

Le nombre ne fait pas la force



8 distributeurs

vendent 98 %
du lait produit en France



pression économique



3 entreprises agroalimentaires

conditionnent 70 %
du lait vendu en France



mise en concurrence

71 000 exploitations laitières

qui produisent 24 Mds
de litres de lait



Résultat de l'équation : les agriculteurs doivent travailler de plus en plus pour se dégager un revenu, avec en moyenne 53 heures travaillées par semaine⁶ (soit la catégorie professionnelle travaillant le plus). Et pourtant, 18 % des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté⁷. Le consommateur, quant à lui, passe à la caisse deux fois : en payant ses impôts, il contribue aux soutiens financiers versés aux agriculteurs (23 milliards par an sont mis sur la table⁸), et en achetant le produit.

L'urgence est claire : mieux répartir la richesse au sein de la filière agricole et revoir les marges réalisées par la grande distribution et les entreprises agroalimentaires.

6 - INSEE. (2023). France, portrait social.

7 - INSEE. (2021). Le niveau de vie des ménages agricoles est plus faible dans les territoires d'élevage.

8 - Fondation pour la Nature et l'Homme. (2021). Réduction des pesticides en France : pourquoi un tel échec ?

Pourquoi la transition agricole peut être une véritable chance pour les agriculteurs ?

Pour plusieurs raisons ! Les systèmes agricoles plus durables (agriculture bio, agroécologie...) :

- **Améliorent notre résilience aux aléas climatiques** : les cultures en agroécologie ont une majeure capacité à retenir l'eau dans les sols, elles sont protégées par l'ombre générée grâce aux haies et aux arbres plantés proches des cultures, par exemple. Aussi, c'est un système qui encourage la diversification des cultures, donc en cas de pertes sur l'une d'entre elle, l'agriculteur peut compter sur les autres !
- **Réduisent l'impact de l'agriculture sur le climat**, qui contribue à hauteur de 22 % dans les émissions de gaz à effet de serre nationales, sachant que les agriculteurs sont les premiers impactés par le dérèglement climatique !
- Améliorent notre résilience aux chocs économiques, car c'est un système qui n'utilise pas de pesticides ni d'engrais de synthèse. Nous l'avons vu, avoir recours aux intrants chimiques de synthèse nous rend dépendants des énergies fossiles et des importations, qui subissent de nombreux aléas tarifaires lorsqu'il y a des crises (comme celle générée par la guerre en Ukraine par exemple...).
- **Améliorent notre souveraineté alimentaire** : grâce à la non-utilisation d'engrais de synthèse, l'agriculture biologique permet de réduire notre dépendance envers l'extérieur. En effet, la France importe 60 % des engrais de synthèse qu'elle utilise ! Pour fabriquer les 40 % restants, elle importe 95 % des minéraux, mais aussi du gaz (principalement de Russie), qui sont nécessaires à la fabrication.
- **Assurent une rentabilité économique** : même si la réduction de l'utilisation d'intrants de synthèse dans les systèmes agricoles durables, comme en agriculture biologique, peut induire une baisse de rendements et un surcroît de main-d'œuvre, ces coûts sont compensés par des prix moins volatiles et souvent plus élevés. Cependant, pour permettre cet équilibre économique, ces agriculteurs, mettant en place des pratiques vertueuses, doivent être soutenus par la consommation et par l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution⁹.
- **Préservent la biodiversité** : les pesticides sont l'une des premières causes de la disparition de la biodiversité et particulièrement des pollinisateurs. Or, 2/3 de notre alimentation dépend de leur survie ! Préserver la biodiversité, c'est préserver notre avenir.

Quelles solutions pour lier revenus dignes pour les agriculteurs et protection de la planète ?

La Fondation travaille depuis des années pour que la transition écologique soit la chance de toutes et tous, dont les agriculteurs et les éleveurs.

Pour assurer aux agriculteurs des revenus dignes et cohérents avec les impératifs environnementaux, nous proposons notamment de :

- Fixer un prix plancher des matières premières agricoles et encadrer les marges des acteurs des acteurs de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution.
- Inclure les agriculteurs dans l'ensemble du processus des négociations commerciales pour leur permettre de sécuriser une meilleure rémunération dans le temps, qui couvre les coûts de production et leur permette d'investir dans la transition agroécologique (contrats tripartites entre agriculteurs, entreprises agroalimentaires et grande distribution avec des garanties socio-économiques et environnementales).
- Mettre en œuvre des mesures de réciprocité, ou mesures miroirs, pour s'assurer que les denrées agricoles importées par l'UE respectent les mêmes normes environnementales et sanitaires que celles imposées aux agriculteurs européens.

Pour accompagner la transition agroécologique des agriculteurs, nous proposons notamment de :

- Refondre progressivement les aides de la PAC vers plus d'équité entre agriculteurs, plus d'accompagnement vers l'agroécologie et de la valorisation des pratiques vertueuses.
- Soutenir davantage les agriculteurs biologiques en crise par des aides d'urgence et contribuer à la structuration de débouchés par une politique alimentaire ambitieuse.
- Maintenir les exigences du plan Ecophyto et du Pacte Vert européen en matière de réduction d'usage des pesticides pour garantir à la fois la résilience de l'agriculture, la protection de la santé des agriculteurs, des consommateurs et de la biodiversité.

Glossaire

Agroécologie

L'agroécologie recouvre des pratiques agronomiques, qui se basent notamment sur l'absence d'apport d'intrants chimiques (ou en quantités suffisamment faibles pour être absorbées par les cultures), qu'elle complète par l'utilisation de connaissances sur le fonctionnement des écosystèmes. Elle prône par exemple la diversité de productions, l'optimisation des ressources et les interactions positives entre les organismes présents dans les cultures, avec une attention particulière à la matière organique des sols. L'agroécologie est aussi un mode d'organisation sociale et politique, qui promeut la souveraineté alimentaire des paysans et des populations.

Agriculture biologique

L'agriculture biologique garantit que le mode de production est respectueux de l'environnement et comporte des critères de bien-être animal. Ce mode de production exclut les produits phytosanitaires - engrais et pesticides - ainsi que les OGM. En plus de préserver votre santé et l'environnement, l'agriculture biologique permet aux paysans de mieux vivre car leur production est plus rentable : il n'y a pas d'achat de pesticides ou d'engrais de synthèse, les coûts d'exploitation sont moins élevés et les prix de vente sont plus importants. En savoir plus

Agriculture conventionnelle

Ce système de production agricole se base sur l'usage d'intrants chimiques (pesticides et engrais de synthèse) pour maximiser la quantité produite par rapport aux facteurs de production, qu'il s'agisse de la main d'œuvre, du sol ou des autres moyens de production (matériel, intrants divers). Elle est parfois également appelée agriculture productiviste.

Engrais azotés

Les engrais sont utilisés pour favoriser la croissance et le développement des plantes et sont de 3 types : azote, phosphate et potassium. Les engrais azotés les plus utilisés sont fabriqués à partir de l'ammoniac, obtenu par la combinaison de l'azote de l'air et de l'hydrogène, provenant du gaz naturel. 80 % du coût d'un engrais azoté est lié au gaz naturel. Par ailleurs, il existe des engrais dits naturels, comme les légumineuses ou le fumier (mélange d'excréments d'animaux et de paille).

Pesticides de synthèse (ou produits phytosanitaires)

Le terme pesticide regroupe les insecticides, les fongicides et les herbicides. Les pesticides de synthèse sont des produits qui contiennent des molécules fabriquées ou manipulées au sein d'un laboratoire. C'est le cas par exemple du glyphosate ou des néonicotinoïdes. Au contraire, les pesticides "naturels", sont des substances qui se retrouvent exclusivement dans la nature, comme le cuivre, le soufre, les huiles, les champignons ou les bactéries. Ils sont utilisés en agriculture biologique.

Politique Agricole Commune (PAC)

Créé en 1962 l'objectif de la PAC est d'améliorer les rendements agricoles pour assurer la sécurité alimentaire de l'UE. Déclinée en Plan Stratégique National dans chaque pays, c'est la mère des politiques agricoles pour trois raisons :

- elle représente des moyens conséquents : c'est le premier poste de dépense de l'UE. En France cela représente 9 milliards d'euros par an, soit presque la moitié du budget alloué aux acteurs agricoles et alimentaires.
- elle structure notre modèle agricole et alimentaire.
- les décisions qui sont prises ont un impact de long terme : elle est votée tous les 5 à 7 ans.

Souveraineté alimentaire

Le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricoles intérieurs afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes et de limiter le dumping des produits sur leurs marchés (définition de Via Campesina).



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

AGISSEZ AVEC LA FNH

VOUS AVEZ AIMÉ CE LIVRET ? PARTAGEZ-LE AVEC VOS PROCHES !



[SUR WHATSAPP](#)



[SUR FACEBOOK](#)



[PAR EMAIL](#)

ET RETROUVEZ TOUTES NOS ACTIONS SUR

WWW.FNH.ORG

A l'heure où la crise écologique et climatique n'est plus à démontrer, nous œuvrons pour que les solutions conciliant les impératifs écologiques et humains se déploient dans tous les aspects de notre quotidien. Si aujourd'hui ces solutions font encore figure d'exception dans de nombreux domaines, **notre ambition est d'en faire la norme, pour nous permettre collectivement de vivre mieux, tout simplement.**

Pour y parvenir, nous démontrons qu'agir pour le climat et la biodiversité est le seul choix possible. Avec nos partenaires, notre Conseil scientifique et nos experts, **nous identifions et levons les blocages psychologiques, économiques et sociaux qui entravent les transformations à opérer**, en proposant à celles et ceux qui ont le pouvoir d'agir - décideurs, citoyens, jeunes - des solutions crédibles et efficaces, avec la volonté de ne laisser personne de côté. L'exigence dans l'action, le dialogue avec tous et la co-construction pour réussir sont les fondamentaux de notre méthode.

CRÉÉE EN 1990, LA FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME EST RECONNUE
D'UTILITÉ PUBLIQUE, APOLITIQUE ET NON CONFESIONNELLE.